



CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES D'INDRE ET LOIRE

**MARCHE 2025-07
REAMENAGEMENT DE L'ACCUEIL DU PUBLIC**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES
(CCAP)**

Marché n° 2025-07

Marché à procédure adaptée passé en application des articles R2123-1 et suivants
du code de la commande publique

PARTIE I : GENERALITES

Article 1 : Objet du marché

Le présent marché a pour objet le réaménagement de l'accueil du public de la CAF d'Indre et Loire.

Article 2 : Identification du marché

Article 2.1 : Type de marché

Le présent marché public est un marché de travaux.

Article 2.2 : Type de procédure

La présente consultation est passée dans le respect des dispositions des articles R2123-1 et suivants du code de la commande publique, selon une procédure adaptée.

Article 2.3 : Allotissement

Le marché est alloti de la manière suivante : 7 lots

<i>Lot</i>	<i>Désignation</i>
LOT 01	INSTALLATION - PREPARATION DE CHANTIER - DEMOLITION
LOT 02	PLATRERIE- FAUX PLAFONDS – CLOISONS AMOVIBLES – MENUISERIES INTERIEURES
LOT 03	REVETEMENTS DE SOLS
LOT 04	PEINTURE SIGNALETIQUE – VITROPHANIE
LOT 05	ELECTRICITE CFO ET CFA
LOT 06	VENTILATION CHAUFFAGE REFROIDISSEMENT PLOMBERIE
LOT 07	PORTES AUTOMATIQUES - SERRURERIE

Article 2.4 : Les intervenants

Pour la Caf d'Indre et Loire :

- Partie administrative et technique : Mme Valérie Pinheiro – Tél 02 47 31 59 22 – valerie.pinheiro@caf37.caf.fr

ou Mr Rousseau Christophe – Tél 06 28 82 66 58 - christophe.rousseau@caf37.caf.fr

Pour l'Assistance à maîtrise d'ouvrage :

- **AME ARCHITECTURE** – Mme Anne Louise Giraud – Tél 06 70 51 93 29 – al.giraud@ameameame.fr

Pour le bureau technique :

- **QUALICONSLT** – Mr Diogo Stéphane – Tél 06 77 16 73 76 – stephane.diogo@qualiconsult.fr

Pour le coordinateur SPS :

- **APAVE** - Mr HERRY Tristan - Tél 07 63 33 44 46 - tristan.herry@apave.com

Pour le coordonnateur SSI :

- **MBO Consulting** – Mr Rabusseau Loïc – Tél 06 58 23 02 06 – loic.rabusseau@sfr.fr

Article 3 : Parties contractantes

La Caisse d'allocations familiales d'Indre et Loire , représentée par sa Directrice, Madame Elisabeth MALIS, et désignée dans le présent CCAP par l'expression « pouvoir adjudicateur ».

La comptable assignataire est Madame Maud BOSSER, Directrice comptable et financière de la Caf.

L'opérateur économique de travaux, désigné dans le présent CCAP par l'expression « le titulaire ».

Article 4 : Durée du marché et délais d'exécution

Article 4.1 Durée du marché

Le marché débute à compter de sa date de notification et se termine à la fin du délai de la garantie de parfait achèvement ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période.

Dans cette hypothèse, la fin du marché intervient lors de la levée de la dernière réserve.

Article 4.2 Démarrage et délai d'exécution du marché

Le délai d'exécution du marché comprend la période de préparation et le délai d'exécution des travaux.

Article 4.3 Démarrage et période de préparation

La période de préparation démarre à compter de la date inscrite sur l'ordre de service émis par le maître d'ouvrage et notifié au titulaire.

Le délai d'exécution de la période de préparation est fixé à 1 mois.

Article 4.4 Délais d'exécution des travaux

Le délai d'exécution global des travaux est de 8 mois. Il comprend :

- Toutes sujétions d'études, d'approvisionnement et d'installation de chantier ;
- Les congés payés ;
- Les essais ;
- La période nécessaire aux opérations préalables à la réception ;
- Le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux.

Les travaux s'exécutent conformément au calendrier prévisionnel d'exécution inscrit dans le CCTP.

Le début des travaux est prévu en semaine 40.

Article 4.5 : Planning des travaux

Le planning détaillé de chantier précisera la nature et l'étendue des différentes phases.

Les travaux supplémentaires ou modificatifs ne peuvent donner lieu à prolongation de délais ; en conséquence, l'entrepreneur est tenu d'utiliser les moyens et équipes supplémentaires indispensables pour que les dates des différentes phases du calendrier d'exécution soient respectées.

En cas de retard dans l'exécution des travaux, le maître d'œuvre décalera, autant que de besoin, aux frais de l'entreprise, le planning détaillé d'exécution destiné à permettre de poursuivre le contrôle de l'avancement du chantier.

L'entreprise n'aura droit à aucune indemnité dans le cas où le Maître d'Ouvrage différerait ou ralentirait la réalisation d'une partie du programme, même en cas de location d'engins spéciaux par l'entreprise.

Il n'est prévu de prime pour avance dans la réalisation des travaux.

Article 5 : Documents contractuels

Article 5.1 : Pièces contractuelles

Le marché est constitué par les éléments contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement (Attri1) et ses éventuelles annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), les textes auxquels il fait référence et ses éventuelles annexes parmi lesquelles figure notamment le calendrier détaillé d'exécution des travaux ;
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux, dans sa version de l'arrêté du 30 mars 2021, sous réserve des dispositifs auquel il est dérogé dans les documents mentionnés supra ;
- Tout cahier des clauses techniques générales (CCTG) auxquels les travaux peuvent être soumis (ces documents comprennent les documents techniques unifiés propres à chaque corps d'état) et leurs éventuelles annexes ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- L'intégralité de l'offre technique et financière du candidat.

Documents non joints au marché

- Le cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Travaux
- Les documents techniques unifiés "D.T.U." relatifs aux corps d'état intéressés, et tous documents concernant la réglementation de la construction.

Ces documents sont réputés connus des entrepreneurs et seront ceux en vigueur à la date de la signature du marché.

Seuls les exemplaires conservés aux archives de la Caisse d'allocations familiales d'Indre et Loire font foi.

La notification du marché comprend une copie, délivrée sans frais par le pouvoir adjudicateur au titulaire, de l'acte d'engagement et des autres pièces constitutives du marché, à l'exception de toute pièce ayant fait l'objet d'une publication officielle.

Le pouvoir adjudicateur remet également au titulaire, sans frais, l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité nécessaire à la cession ou au nantissement du marché.

En cas de non-concordance entre deux ou plusieurs plans ou documents techniques donnant lieu à interprétation, l'appréciation en revient d'autorité au maître d'œuvre.

Article 5.2 : Rigueur des pièces écrites

Les plans renseignent aussi exactement que possible l'entrepreneur sur la nature et l'emplacement des travaux.

Les plans constituant le dossier de consultation ne sont pas à considérer comme des plans d'exécution, mais comme des plans guides devant servir de base à l'étude de prix qui sera faite par l'entrepreneur pour la remise de son offre.

Il convient de signaler que la description n'a pas un caractère limitatif et l'entrepreneur doit exécuter tous les travaux nécessaires à la parfaite finition des ouvrages d'après les plans, les règles de l'art et dans l'esprit du marché.

Il est formellement spécifié que par le seul fait de soumissionner, l'entrepreneur reconnaît avoir examiné avec soins toutes les pièces du dossier et avoir signalé au maître d'œuvre les imprécisions, omissions ou contradictions qu'il aurait pu y relever et que toutes solutions y ont été apportées.

En conséquence, l'entrepreneur ne peut, après remise de son prix et signature du marché, soit refuser d'exécuter des ouvrages ou travaux complémentaires, de quelque nature que ce soit, jugés utiles ou indispensables par le maître d'œuvre à la parfaite finition des travaux, soit prétendre que ces travaux donnent lieu à une augmentation sur son prix forfaitaire ou à allongement du délai contractuel.

L'entrepreneur ne pourra réclamer de supplément en s'appuyant sur ce que les désignations mentionnées sur les plans et les devis pourraient présenter d'inexact, d'incomplet ou de contradictions ou sur des omissions évidentes qui pourraient se révéler.

Article 6 : Cotraitance / sous-traitance

Article 6.1 : Cotraitance

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire de chacun des autres opérateurs du groupement.

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours courant à compter de la notification de la mise en demeure par le maître de l'ouvrage d'y procéder, le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'acte d'engagement devient le nouveau mandataire.

Article 6.2 : Sous-traitance

La sous-traitance de la totalité du marché est interdite.

Le titulaire, s'il envisage de recourir à la sous-traitance pour l'exécution de certaines parties du marché (sur les services associés comme la livraison notamment), doit obligatoirement en informer l'organisme qui doit agréer les conditions de paiement du sous-traitant, dans les conditions prévues aux articles R2193-3 et suivants du Code de la commande publique.

En tout état de cause, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

Si le montant des prestations confiées au sous-traitant est supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant est payé directement par l'organisme dans les conditions fixées aux articles R2193-10 et suivants du code de la commande publique.

Article 7 : Obligations particulières du titulaire

Article 7.1 : Attestations fiscales et sociales

Le titulaire s'engage à remettre à la Caisse d'allocations familiales d'Indre et Loire, lors de la conclusion du marché les documents suivants :

- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L243-15 du code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de 6 mois (articles D8222-5-1° du code du travail et D243-15 du code de sécurité sociale).
Le pouvoir adjudicateur s'assurera de l'authenticité de cette attestation, auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale.
- Dans le cas où l'immatriculation de l'entreprise au Registre du commerce et des sociétés (RCS) ou au Répertoire des métiers (RM) est obligatoire, ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants (article D8222-5-2° du code du travail) :
 - Un extrait de l'inscription au RCS (K ou K-bis), délivré par les services du greffe du tribunal de commerce et datant de moins de 3 mois ;
 - Une carte d'identification justifiant de l'inscription au RM ;
 - Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au RCS ou au RM ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
 - Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

Les documents cités ci-dessus sont à transmettre par courriel par le titulaire l'adresse suivante : service-achats@caf37.caf.fr

Article 7.2 : Assurances

L'entrepreneur ainsi que les sous-traitants désignés dans le marché doivent justifier, **avant la notification du marché et dans un délai de 10 jours à compter de la demande du maître d'ouvrage**, qu'ils sont titulaires :

- D'une assurance responsabilité civile professionnelle garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages de toute nature (corporels, matériels et immatériels)

causés par l'exécution des travaux ; Cette attestation doit préciser le montant plafond des garanties, la ou les franchises ;

- D'une assurance responsabilité civile décennale au titre de l'article L241-1 du code des assurances. Cette attestation doit préciser le montant plafond des garanties, la ou les franchises ;
- D'une assurance de dommages aux biens meubles de toute nature contre le vol, l'incendie et les dégâts des eaux, garantissant les ouvrages et matériaux approvisionnés, sans aucune franchise par une attestation délivrée par la compagnie d'assurance, en complément des dispositions de l'article 9.1 du CCAG.

La non-production des attestations d'assurance est un obstacle à la conclusion du marché. L'entrepreneur fera son affaire de la collecte des attestations d'assurance de ses sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du maître d'ouvrage.

Aucun règlement, aucun remboursement de retenue de garantie ou de cautionnement, aucune mainlevée de caution ne pourra avoir lieu sans une attestation de la compagnie d'assurance intéressée certifiant que l'entrepreneur a réglé les primes afférentes aux polices mentionnées ci-dessus.

Article 7.3 : Obligations de confidentialité / sécurité et protection des données personnelles

Le titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel avec son personnel et à l'obligation de réserve pour tout ce qui concerne les faits, informations, études, documents et décisions dont il a connaissance au cours de l'exécution du présent accord-cadre.

Il s'interdit notamment toutes communications écrites ou verbales sur ces sujets, ainsi que toute remise de documents à des tiers, sans l'accord préalable de l'organisme.

L'organisme s'engage à maintenir confidentielles les informations signalées comme telles par le titulaire qu'elle recevrait de celui-ci.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement général sur la protection des données (Règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016) dit RGPD.

Article 7.4 : Informations à communiquer à l'organisme

Le prestataire est tenu d'informer immédiatement l'organisme :

- Des modifications de sa situation juridique (modifications ayant trait à la forme de l'entreprise, à sa raison sociale ou à sa dénomination, à son adresse, à son capital social, à son compte à créditer...) ;
- Des difficultés financières rencontrées (redressement judiciaire, liquidation judiciaire...) ;
- Et plus généralement de toutes difficultés rencontrées pour l'exécution des prestations.

Article 8 : Prestations similaires

Peuvent être négociés sans publicité préalable et sans mise en concurrence, les marchés de travaux ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire d'un marché précédent passé après mise en concurrence.

Le premier marché doit avoir indiqué la possibilité de recourir à cette procédure pour la réalisation de prestations similaires. Sa mise en concurrence doit également avoir pris en compte le montant total envisagé, y compris celui des nouveaux travaux. Lorsqu'un tel marché public est passé, la durée pendant laquelle les nouveaux marchés peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du marché initial.

PARTIE II : PRIX ET REGLEMENT

Article 9 : Prix du marché

Le montant global de l'opération ne pourra dépasser la somme de **593023€ TTC**.

Article 9.1 – Révision de prix .

Le présent marché est conclu à prix révisable, conformément aux dispositions des articles R2112-13 et R2112-14 du Code de la commande publique

La révision des prix a pour objet de tenir compte des variations économiques affectant les conditions d'exécution du marché, notamment en cas de recours à des matériaux ou prestations dont le coût est directement influencé par les fluctuations des indices officiels.

9.1.1 Formule de révision

La révision s'effectue selon la formule suivante :

$$P = P_0 \times (a + b \times \frac{BT_n}{BT_0})$$

Où :

- PP est le prix révisé,
- P0P0 est le prix initial,
- aa est la part fixe (ex. 0,15),
- bb est la part révisable (ex. 0,85),
- BTnBTn est la valeur de l'indice BT01 publié au mois de révision,
- BT0BT0 est la valeur de l'indice BT01 au mois de référence (mois de remise des offres).

9.1.2 Périodicité de la révision

La révision des prix est appliquée trimestriellement, à compter du mois du début des travaux d'exécution

9.1.3 Clause de non-révision

Aucune révision ne sera appliquée si la variation de l'indice entre deux périodes est inférieure à 2 % (en valeur absolue). Dans ce cas, le prix reste inchangé pour la période considérée.

9.1.4 Références officielles

L'indice utilisé est publié par l'INSEE. En cas de disparition ou de modification de l'indice BT01, il sera remplacé par un indice équivalent ou par une méthode de calcul définie d'un commun accord entre les parties.

Article 9.2 : Forme et contenu du prix

Les prix sont fermes et définitifs.

Le marché est traité à prix forfaitaires.

Le prix figurant dans l'acte d'engagement est réputé établi aux conditions économiques du mois précédent celui de la remise des offres. Ce mois est appelé mois zéro (Mo).

De manière non limitative, on indiquera que les prix des marchés sont réputés comprendre tous les ouvrages nécessaires au parfait achèvement des travaux, et notamment :

- Les échafaudages et dispositifs de sécurité ;
- Les piquetages ;
- Les frais de main-d'œuvre, y compris les frais particuliers engagés exceptionnellement pour réaliser les travaux dans les délais prescrits (heures supplémentaires, heures de nuit, etc.) ;
- Les frais d'assurances et d'accidents ;
- Les frais d'études et de reproduction de documents ;
- Les frais d'essais ;
- Les droits de brevet éventuels ;
- Les nettoyages de chantier au fur et à mesure de l'avancement des travaux (une fois par semaine au minimum) ;
- Les frais de chantier, frais généraux et bénéfice ;
- Les frais engendrés par le plan général de coordination en matière de sécurité et protection de la santé ;
- Et, d'une manière générale, toutes les sujétions accessoires, nécessaires au parfait achèvement des travaux.

En tant que professionnels avertis, les entrepreneurs ne pourront en tout état de cause se prévaloir d'une sous-évaluation des quantités dès lors que cette sous-évaluation révèle une faute de leur part.

Dès la consultation du dossier et avant la remise de l'acte d'engagement, l'entrepreneur, dans le cadre de son obligation de conseil professionnel, prendra soin de signaler, si nécessaire, par écrit au maître d'ouvrage toute anomalie ou insuffisance qui lui apparaîtrait dans le programme ou l'exécution prévue.

En aucun cas, l'entrepreneur ne pourra arguer, après notification du marché, des imprécisions, des erreurs, des omissions ou des contradictions du CCTP ou des plans pour justifier une demande de supplément.

La décomposition du prix forfaitaire a **valeur contractuelle**. Elle sera utilisée en cours d'exécution du marché comme base de référence pour l'établissement des prix des travaux supplémentaires ou modifiés. Elle servira aussi au calcul de la réfaction des prix si des travaux initialement prévus ne sont pas réalisés.

Article 9.3 : Décomposition des prix par composant

Afin de faciliter l'intégration des travaux dans l'inventaire de l'organisme, il sera demandé au cours du marché au titulaire de fournir **une décomposition des prix par composant**.

Article 10 : Exécution financière du marché

Article 10.1 : Avances

En application des articles R2191-3 et suivants du code de la commande publique, une avance doit être accordée pour les marchés supérieurs à 50 000 euros HT, sauf indication contraire portée par le titulaire dans l'acte d'engagement.

L'avance est égale à 10 % du montant TTC du marché. Conformément à l'article R2191-7 du code de la commande publique, le taux de l'avance est porté à 30% lorsque le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R2151-13 du code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance s'effectue conformément aux articles R.2191-11 et R.2191-12 du code de la commande publique. Le montant de l'avance ne peut être ni révisé ni actualisé.

Aucune autre avance ne sera délivrée au titre du marché.

Article 10.2 : Retenue de garantie

Il sera appliqué une retenue de garantie.

Montant de la retenue de garantie : 5% du montant initial augmenté, le cas échéant, du montant des modifications du marché public en cours d'exécution. Conformément à l'article R2191-32 du code de la commande publique, si le titulaire est une PME mentionnée à l'article R2151-13, ce taux est de 3 %.

La retenue de garantie a pour seul objet de couvrir les réserves à la réception des travaux ainsi que celles formulées, le cas échéant, pendant le délai de garantie.

Le titulaire a la possibilité pendant toute la durée du marché de substituer à la retenue de garantie une garantie à première demande. Le pouvoir adjudicateur accepte que le titulaire substitue la garantie à première demande par une caution personnelle et solidaire.

Lorsque le titulaire du marché public est un groupement solidaire, la garantie est fournie par le mandataire pour le montant total du marché public, y compris ses modifications en cours d'exécution.

Lorsque le titulaire est un groupement conjoint, chaque membre du groupement fournit une garantie correspondant aux prestations qui lui sont confiées. Si le mandataire du groupement conjoint est solidaire de chacun des membres du groupement, la garantie peut être fournie par le mandataire pour la totalité du marché public.

Dans l'hypothèse où la garantie ou la caution ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

Article 11 : Décomptes mensuels et décompte général définitif

Article 11.1 : Décomptes mensuels

Au cours des travaux, le maître d'œuvre doit procéder à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par l'entrepreneur et qui lui sont transmis par lettre recommandée avec avis de réception postal ou remis contre récépissé, dans un délai de 15 jours calendaires à compter du dernier jour du mois, objet du projet de décompte considéré. Après vérification, le projet de décompte mensuel devient le décompte mensuel.

Le maître d'œuvre détermine, dans les conditions définies à l'article 12.2 du CCAG travaux, le montant de l'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur qu'il notifie à celui-ci par ordre de service accompagné du décompte ayant servi de base à ce dernier si le projet établi par l'entrepreneur a été modifié.

Les décomptes devront être cumulatifs et faire apparaître le total des quantités exécutées depuis le début du chantier, les prix des unités composant le prix forfaitaire et les produits. Ils devront être établis en Euros HT, la TVA étant reprise en fin de décomposition.

Article 11.2 : Décompte général définitif

Par dérogation à l'article 12.4.4 du CCAG travaux, le délai de dix jours à compter de la réception des documents pour le pouvoir adjudicateur pour notifier le décompte général au titulaire est prolongé jusqu'à trente jours.

Article 12 : Délai de paiement – intérêts moratoires

Le paiement des acomptes mensuels interviendra dans un délai de **trente (30) jours** à compter de la date de réception par le maître d'œuvre du projet de décompte mensuel établi par l'entrepreneur à condition que ce décompte ne soit pas contesté par le Maître d'œuvre.

Le paiement du solde interviendra dans un délai de **30 jours** à compter de la date de réception du décompte général par le maître d'œuvre.

Le défaut de paiement dans ce délai de 30 jours fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ainsi que le versement d'une indemnité forfaitaire de 40 euros à son profit. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

PARTIE III : EXECUTION – REALISATION DES OUVRAGES

Article 13 : Rendez-vous de chantier

Dès l'ouverture du chantier, des rendez-vous auront lieu une fois par semaine au minimum, aux jours et heures indiqués par le maître d'œuvre et sous sa direction. Ils seront tenus jusqu'à la levée complète des réserves formulées par le maître de l'ouvrage à l'issue de la dernière visite de réception.

Un représentant du maître de l'ouvrage peut y assister ; sa présence ne peut, à quelque titre et pour quelque cause que ce soit, être considérée comme une intervention dans la conception ou la direction des travaux.

En amont de chaque lancement de lot, un rendez-vous sera organisé.

Des réunions complémentaires de coordination distinctes des précédentes seront au besoin organisées par le maître d'œuvre.

Les représentants qualifiés de l'entreprise à un rendez-vous devront être mandatés pour toutes décisions pouvant être prises sur le chantier. Ils seront tenus d'assister à ces réunions pendant la durée d'exécution des travaux de leur corps d'état ou sur convocation spéciale du maître d'œuvre.

Après chaque rendez-vous de chantier, dans les 72 heures, un rapport sera adressé par le maître d'œuvre à l'entreprise et au maître d'ouvrage.

L'état d'avancement des travaux et l'indication du nombre d'ouvriers employés par l'entreprise sur le chantier seront consignés sur ce rapport, ainsi que l'indication du nombre de jours de retard éventuels.

Tous les sujets traités au procès-verbal d'une réunion seront considérés comme approuvés s'ils n'ont pas fait l'objet d'observations écrites de l'entrepreneur dans les cinq jours qui suivent la réunion relatée.

Dans le cas d'absences injustifiées de l'entreprise, les décisions prises seront acceptées de plein droit, l'entrepreneur en conservant cependant la pleine responsabilité.

Tous les entrepreneurs assistant ou non aux rendez-vous de chantier, sont réputés avoir pris connaissance des procès-verbaux.

Article 14 : Qualité des matériaux et produits – Application des normes

Conformément au code de la commande publique, les prestations définies dans le présent marché sont des spécifications techniques formulées par référence à des normes ou à d'autres documents équivalents accessibles aux candidats, notamment des agréments techniques ou d'autres référentiels techniques élaborés par les organismes de normalisation.

Le titulaire doit respecter les prestations dont les spécifications techniques ont été précisées et sur lesquelles il s'est engagé ainsi que les prestations équivalentes à ces spécifications techniques sur lesquelles il s'est également engagé.

Le CCTP définit les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

Article 15 : Etudes d'exécution

Les études d'exécution seront réalisées par le titulaire.

Ces études ont pour objet d'établir :

- Tous les plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier ainsi que les plans de synthèse correspondants ;
- Sur la base des plans d'exécution un devis quantitatif détaillé ;
- Le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux par lot.

Article 16 : Matériels informatiques et logiciels

Le titulaire devra disposer des matériels informatiques et des outils logiciels permettant de garantir l'interopérabilité des documents électroniques qu'il aura à produire avec les logiciels dont dispose le maître de l'ouvrage, et notamment :

- Pack Microsoft Office (Excel, Word, PowerPoint) ;
- Adobe Reader.

Article 17 : Dégradations causées aux voies publiques

Si, à l'occasion de travaux, des contributions ou réparations sont dues pour dégradations causées aux voies publiques par des transports routiers ou des circulations d'engins exceptionnels, la charge est supportée par le titulaire.

Article 18 : Enlèvement du matériel et des matériaux sans emploi

A défaut d'exécution de tout ou partie des prescriptions de l'article 37.1 du CCAG travaux, après ordre de service resté sans effet et mise en demeure par le représentant du pouvoir adjudicateur, les matériels, installations, matériaux, décombres et déchets non enlevés peuvent, à l'expiration du délai indiqué dans la mise en demeure, être transportés d'office, suivant leur nature, soit en dépôt, soit dans des sites susceptibles de les recevoir en fonction de leur classe, aux frais et risques du titulaire, ou être vendus aux enchères publiques.

Article 19 : Organisation, sécurité et hygiène sur le chantier

Le titulaire ne peut se prévaloir de son ignorance des règles sociales, sanitaires et de sécurité, notamment celles découlant du code du travail et du code de la santé publique, ainsi que toutes autres règles encadrant le déroulement du chantier. Il reste personnellement responsable des violations et infractions qu'il commet.

Article 19.1 : Nettoyage et garde du chantier

Article 19.1.1 : Nettoyage du chantier

Chaque entreprise doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont elle est chargée.

Chaque entreprise a la charge de l'évacuation de ses propres déblais jusqu'aux lieux de stockage fixés par le maître d'œuvre.

Chaque entreprise a la charge du nettoyage, de la réparation et de la remise en état des installations qu'elle aura salies ou détériorées.

Il est rappelé qu'il est interdit de brûler les déchets sur le chantier.

Article 19.1.2 : Garde du chantier

Il appartient à chaque entrepreneur de prendre les mesures nécessaires pour éviter les vols et dégradations de son propre matériel. Jusqu'à la réception, les entreprises ont la garde de l'ouvrage et en supportent les risques. Dès réception des travaux, ces risques sont transférés avec la garde au maître d'ouvrage.

Article 19.2 : Locaux pour le personnel

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur le plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

Ces locaux comprennent des vestiaires, des douches, des sanitaires et des lieux de restauration bénéficiant de l'éclairage naturel ; leurs normes sont au moins égales en nombre et en qualité à celles des règlements et des conventions collectives en vigueur.

Les accès aux locaux du personnel doivent être assurés depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Article 19.3 : Coordination en matière de sécurité

L'opération est soumise aux obligations découlant des dispositions particulières applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil prévues aux articles L4531-1 et suivants du code du travail et les textes d'application réglementaires, notamment les dispositions en matière de coordination en matière de sécurité et de santé des travailleurs.

Le coordonnateur est désigné en tant que prestataire de service par le Maître de l'ouvrage selon les règles prévues par le code de la commande publique.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...) le coordonnateur SPS aura autorité pour prendre toutes mesures appropriées y compris pour faire interrompre les travaux dans le cadre des missions qui lui sont dévolues au titre des articles R4532-10 et R4532-61 et suivants du code du travail.

Les frais qui pourraient en découler seront imputés à ou aux entreprises qui n'auraient pas respecté les prescriptions en matière de sécurité et de protection de la santé.

Sous réserve que l'opération de travaux objet du présent marché y soit soumise (article R4532-42 et suivants du code du travail), il est joint un plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé au dossier de consultation.

Article 19.3.1 : Plan particulier de sécurité et de protection de la santé

Les entreprises intervenantes devront établir le Plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) pour toute opération soumise à un plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS). Il est adressé au coordonnateur désigné.

Son contenu est précisé aux articles R4532-63 à R4532-68 du Code du travail.

Article 19.3.2 : Rapports entre le titulaire et le bureau technique

Le titulaire devra se soumettre aux prescriptions et remarques de caractère obligatoire formulées dans le cadre du rapport remis par le bureau d'études.

Le titulaire communique directement au bureau d'études dans un délai de 30 jours conformément au décret d'application n°94-1159 du 26/12/94 :

- Le plan particulier de sécurité et de protection de la santé des travailleurs ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- Dans les cinq jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- La copie des déclarations d'accident du travail.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le bureau d'études et les intervenants, définies dans le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

Le titulaire informe le bureau d'études :

- De toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ;
- De ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement.

Article 20 : L'insertion professionnelle des publics en difficulté

Le titulaire peut, s'il le souhaite, s'engager à consacrer une part de son marché, sous forme d'heures de travail, à la réalisation d'une action d'insertion professionnelle pour les publics éloignés de l'emploi et/ou prioritaires. Le volume d'heures est indiqué dans le mémoire technique du candidat. Il devient alors contractuel.

Article 21 : Force majeure

Les arrêts de chantier dus à des désordres ou à des grèves (partielles ou totales) internes à l'entreprise ne seront en aucun cas considérés comme cas de force majeure et ne pourront en particulier être générateurs d'indemnités.

PARTIE IV : PENALITES, CAS DE RESILIATION ET REGLEMENT DES LITIGES

Article 22 : Pénalités

Le titulaire n'est pas exonéré des pénalités d'un montant inférieur à 1 000 € HT. Par dérogation de l'article 19.2.2 du CCAG travaux, le plafond de pénalités est fixé à 30% du montant du marché de travaux.

Article 22.1 : Pénalités pour retard

En cas de retard imputable au titulaire (aussi bien pour la réalisation des travaux que pour le non-respect des prescriptions relatives à la signalisation générale du chantier), il est appliqué une pénalité par jour calendaire de 1 / 3000 du montant hors taxes de l'ensemble du marché.

Les pénalités ci-dessus sont imposables du seul fait du retard sans qu'il y ait lieu, pour le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Œuvre, d'adresser une mise en demeure à l'entrepreneur. Le constat de ce retard sera fait par le Maître d'Œuvre.

Article 22.2 : Pénalités pour non-enlèvement du matériel et des matériaux sans emploi

Au fur et à mesure de l'avancement des travaux, le titulaire qui ne procède pas au dégagement, au nettoyage et à la remise en état des emplacements mis à sa disposition par le maître de l'ouvrage pour l'exécution des travaux peut se voir appliquer une pénalité particulière de 100 euros hors taxes par jour ouvré de retard, après constatation du non-enlèvement.

Article 22.3 : Pénalités pour absence aux réunions

En cas d'absence non justifiée à une réunion de chantier et à toute autre réunion provoquée par la maîtrise d'ouvrage, une pénalité de 100 euros hors taxes sera appliquée pour chaque absence.

Cette pénalité est applicable dès la première absence constatée.

Article 23 : Cas de résiliation

Les cas de résiliation sont énumérés à l'article 50 du CCAG-Travaux.

En complément, les travaux étant soumis à des autorisations administratives, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché en cas de non-obtention des autorisations. Cette résiliation n'ouvre aucune indemnité pour le titulaire.

Article 24 : Règlement des litiges

Article 24.1 : Règlement amiable des litiges

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire entreprendront, en priorité et avant toute action contentieuse, une tentative de résolution à l'amiable de tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

Tout différend entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire de réclamation exposant les motifs et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Ce mémoire doit être communiqué au pouvoir adjudicateur dans le délai d'un mois, courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de deux mois, courant à compter de la réception du mémoire de réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

Article 24.2 : Recours à la conciliation

Les parties pourront avoir recours à la conciliation, afin de régler leur différend par accord obtenu avec l'aide d'un conciliateur.

Article 24.3 : Recours à la médiation

Chaque partie contractante peut saisir le médiateur des entreprises dans le cadre d'un litige.

Article 24.4 : Recours à la transaction

Les parties peuvent réaliser par écrit une transaction, afin de régler un différend né ou à naître.

Article 24.5 Recours à l'arbitrage

Les parties contractantes peuvent recourir à l'arbitrage tel qu'il est réglé par le livre IV du nouveau code de procédure civile.

Article 24.6 Tribunal compétent en cas de litige

Pour l'exécution du contrat, le tribunal compétent est le :

Tribunal judiciaire de Tours
Palais de Justice
2 place Jean Jaurès
37000 TOURS
Tél. : 02 47 60 26 00

Les renseignements concernant l'introduction d'un recours dans le cadre de la présente procédure peuvent être obtenus auprès du greffe du Tribunal Judiciaire de Tours (voir coordonnées ci-dessus).

PARTIE V : DROITS ET OBLIGATIONS INHERENTS A L'ACHEVEMENT DES TRAVAUX

Article 25 : Documents fournis après exécution

Le titulaire remettra à la personne signataire du marché, le jour des opérations préalables à la réception, en 3 exemplaires sur support papier, les plans d'exécution, notes de calcul, fiches de produits, de matériels et matériaux, les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages, établies conformément aux prescriptions et recommandations des normes françaises en vigueur.

En même temps, il sera de surcroît remis, une version informatisée des documents ci-dessus compatible avec les logiciels Word et/ou Excel. Les plans doivent être remis au format AUTOCAD (.dwg). Les fichiers sont remis au format .pdf (logiciel Adobe Acrobat).

Les plans et documents à fournir par l'entrepreneur s'entendent des plans et documents qu'il a établis ou qu'il a dû se procurer auprès de ses fournisseurs.

Les documents d'exécution comprennent également ceux demandés par le bureau d'Etudes pour l'élaboration du dossier d'intervention ultérieure sur les ouvrages.

Une retenue forfaitaire, fixée à 3%, du montant forfaitaire du marché est opérée jusqu'à la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par l'entrepreneur, cités ci-après. Cette retenue s'effectue dans les conditions stipulées à l'article 19.3 du CCAG sur les sommes dues à l'entrepreneur.

Cette retenue ne peut être levée qu'après fourniture de la totalité des documents visés ci-dessus et acceptés par le maître d'ouvrage.

Article 26 : Réception

Par dérogation aux articles 41.1.3 et 41.3 du CCAG, les délais indiqués de 30 jours ne s'appliquent pas et sont remplacés par des délais de 60 jours.

Article 27 : Garanties après réception des travaux

Le titulaire est soumis aux garanties suivantes :

- La garantie de parfait achèvement, conformément aux dispositions de l'article 44.1 du CCAG travaux ;
- La garantie biennale ;
- La garantie décennale.

Article 28 – Dérogations au CCAG- Travaux

Le présent CCAP déroge au CCAG-Travaux notamment sur les points suivants :

Articles du CCAP dérogatoire	Articles du CCAG-Travaux visés par la dérogation	Nature de la dérogation
Article 11.2	Article 12.4.4	Délai de notification du décompte général définitif
Article 22.1	Article 19.2.3	Montant des pénalités de retard
Article 22	Article 19.2.1 et Article 19.2.2	Pénalités de retard applicables quel que soit leur montant. Plafond de pénalités fixé à 30% du montant du marché
Article 26	Article 41.1.3 et 41.3	Délais relatifs à la réception